



Caractéristiques géographiques

Langues officielles : français et arabe

Superficie : 1 284 000 km²

Population : 16,4 millions d'habitants

Densité : 12,8 habitants/km²

Taux de croissance démographique : 3,0 %

Part de la population urbaine : 23,5 %

Économie

Notation de la dette souveraine : nd

Classement de l'indice de développement humain (IDH) 2019 : 187^e/189

Évaluation des politiques et des institutions (note CPIA 2020) : 2,8

Taux de change effectif réel (moyenne 2016-2020, base 100 en 2010) : 92,6 (97,9 pour la CEMAC)

Classification Banque mondiale : pays à faible revenu
Risque de surendettement : élevé

PIB par habitant (2020) : 709 dollars

Taux de croissance (2020) : - 2,4 %

Inflation (2020) : 4,5 %

PIB (2020) : 6 334,6 milliards de francs CFA

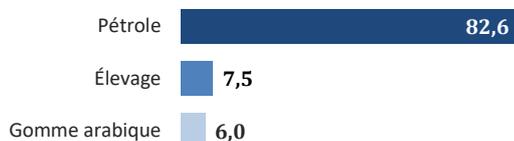
Principales activités

(en % du PIB nominal, moyenne 2016-2020)



Principaux biens d'exportation

(en % du total des exportations, moyenne 2016-2020)



Développement humain et infrastructures



54,0 ans

Espérance de vie



38,4 %

Population sous le seuil de pauvreté



46,2 %

Accès à l'eau potable



11,4 %

Mortalité infantile



43,3

Inégalité de revenus (coefficient de Gini)



8,4 %

Accès à l'électricité



37,8 %

Malnutrition infantile



26,0 %

Alphabétisation des adultes



52,9

Nombre de souscriptions à la téléphonie mobile pour 100 habitants



13/191

Indicateur de vulnérabilité environnementale (PVCCI)



21,7 %

Population âgée de 15 ans et plus disposant d'un compte en banque



64,0 %

Taux de participation des femmes au marché du travail

Sources et métadonnées.

AVERTISSEMENTS ET REMERCIEMENTS

Cette monographie a été réalisée par le [service Afrique et Développement de la Banque de France](#). Elle fait partie d'une collection couvrant les différents pays membres de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

Ces monographies complètent le [Rapport annuel des coopérations monétaires Afrique-France](#), qui se concentre sur la situation économique des pays membres des unions monétaires et présente de façon plus approfondie les actions des institutions régionales, ainsi que les politiques et les évolutions institutionnelles des deux unions économiques et monétaires et de l'Union des Comores. Les données statistiques de ces monographies sont cohérentes avec les données agrégées du Rapport annuel, arrêtées à fin juin 2021 et susceptibles de révisions ; elles intègrent également des données plus récentes, notamment en provenance du Fonds monétaire international (FMI).

Le détail des indicateurs présentés est disponible sur la page [Sources et métadonnées](#).

Nous tenons à remercier chaleureusement la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), pour sa précieuse collaboration à la rédaction de cette publication.

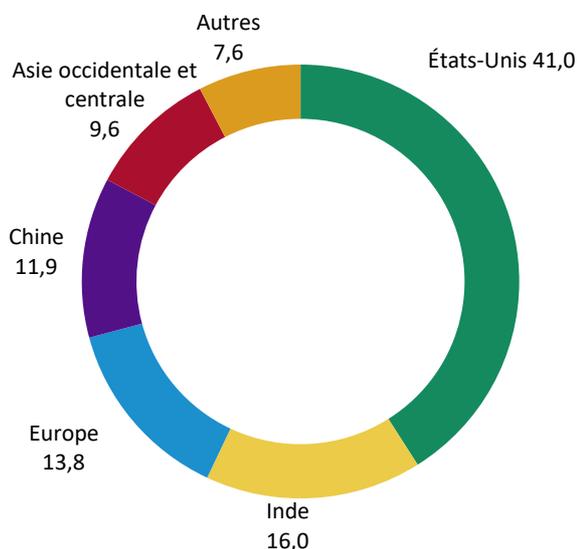
Faits saillants

- **Au Tchad, le PIB réel a diminué en 2020 de 2,4 %, après une hausse de 2,6 % en 2019, en lien avec la pandémie de Covid-19** et la chute du prix du pétrole qui a entraîné une forte baisse de la valeur des exportations. Pour lutter contre la pandémie, le gouvernement a adopté le 25 août 2020 une loi de finances rectificative afin d'accroître les dépenses de 143,6 milliards de francs CFA dans les secteurs de la santé, des ménages et des entreprises privées. Pour 2021, une croissance de 1,8 % est anticipée, grâce à la hausse du prix du pétrole et à la mise en production de nouveaux gisements.
- **Pour aider le pays à lutter contre les effets de la pandémie sur l'économie, le Fonds monétaire international (FMI) a octroyé au Tchad deux facilités de crédit rapide (FCR) pour un montant total de 133,2 millions de droits de tirage spéciaux (DTS).** Le Tchad a également bénéficié, dans le cadre du G20, de l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) qui s'étend du 1^{er} mai 2020 au 31 décembre 2021. Il négocie aussi une restructuration de sa dette fondée sur le cadre commun de traitements coordonnés de dette, mis en place par le G20 et le Club de Paris.
- **La diversification des activités économiques et la lutte contre le changement climatique figurent parmi les principaux enjeux de développement pour le Tchad.**
- **Idriss Déby Itno, Président depuis 1990, a été assassiné le 20 avril 2021** peu après sa réélection à la suite d'élections jugées frauduleuses. Un conseil militaire de transition a été mis en place, dirigé par son fils le général Mahamat Déby Itno.

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES DE L'ÉCONOMIE

L'économie tchadienne est largement dépendante de la production de pétrole (10,0 % du PIB nominal, 91,7 % des exportations et 41,0 % des recettes budgétaires, en moyenne sur la période 2017-2020). Deuxième pilier de l'économie, le coton a connu de longues années de crise depuis 1990, avant de se redresser quelque peu en 2018 sous l'impulsion du Singapourien Olam qui a racheté CotonTchad et relancé l'industrie textile. L'agriculture (coton, céréales, gomme arabique, élevage, etc.), le secteur industriel (cimenterie, raffinerie, brasserie, etc.) et les services (banques, transports, commerces, télécommunications, etc.) représentent respectivement 40 %, 17 % et 41 %¹ du PIB en 2020, mais l'agriculture et l'élevage emploient 75 % de la population. Les coûts élevés de l'énergie et des transports empêchent l'émergence d'un secteur industriel robuste dans le pays et une meilleure valorisation des produits agricoles et de l'élevage.

Destinations des exportations du Tchad (2015-2019)
(en %, moyenne sur 5 ans)



Sources : BACI (CEPII) et calculs Banque de France.

¹ Source : Direction générale du Trésor (2020), « Tchad, indicateurs et conjoncture ».

Principales productions et prix d'achat aux producteurs du Tchad

	2016	2017	2018	2019	2020
Pétrole brut (en millions de tonnes)	6,5	5,8	6,5	7,3	7,0
Prix du baril de pétrole tchadien (en dollars)	37,3	49,3	64,8	57,9	40,1
Prix moyen à l'export (en milliers de francs CFA par tonne)	159,3	206,2	259,1	244,2	165,9
Coton-graine (en milliers de tonnes)	132,1	153,4	47,8	15,5	113,5
Prix d'achat aux producteurs (en francs CFA par kg)	240,0	220,0	220,0	220,0	220,0
Mil et sorgho (en milliers de tonnes)	1 716,7	1 606,5	1 744,2	1 690,1	1 656,8
Manioc (en milliers de tonnes)	492,5	290,6	284,3	297,0	293,9
Arachide (en milliers de tonnes)	871,2	870,1	893,9	873,2	840,0
Canne à sucre (en milliers de tonnes)	324,6	336,7	341,3	341,1	347,9
Gomme arabique (en milliers de tonnes)	47,9	48,9	49,9	50,9	50,8
Bétail (cheptel en milliers de têtes)	23 239,8	23 506,8	24 758,3	26 448,4	27 573,7

Sources : BEAC et administrations nationales.

La diversification de l'économie est faible, et la balance des services déficitaire, tout comme celle du compte courant, son solde étant très tributaire des cours du pétrole.

Du fait de l'ancrage de sa monnaie à l'euro, l'inflation au Tchad est plus faible que dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne (ASS). Un même constat peut être fait pour les autres pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), à laquelle le Tchad appartient. Entre 2017 et 2020, en moyenne annuelle, l'inflation s'est élevée à 1,6 %.

Le secteur public, et surtout l'État, est prédominant aussi bien dans la sphère économique que financière. Malgré des vagues de privatisations (CotonTchad repris par le groupe Olam en 2018), les principales entreprises non financières (hydrocarbures, télécommunications, agriculture) sont détenues par l'État. Celui-ci a néanmoins des moyens de fonctionnement limités, ses financements, internes ou externes, étant très contraints. Le niveau de pression fiscale (recettes fiscales hors pétrole / PIB non pétrolier) s'élevait à 8,3 % en 2020 (en hausse par rapport à 2019, 8,1 %, mais inférieur à celui des autres pays de la CEMAC, dont la moyenne était de 10,6 % en 2020, et à l'objectif communautaire de 17 %). Selon le Fonds monétaire international (FMI), d'une part, le risque de surendettement est « élevé », en dépit d'un léger recul de la dette interne et de la stabilisation de la dette externe et d'autre

part, la soutenabilité de la dette publique ², qui est tributaire des variations des prix pétroliers, ne sera assurée que si les efforts de remboursement des arriérés intérieurs se renforcent. Le secteur bancaire est aussi très dépendant de l'État, mais indirectement, par le biais des portefeuilles de titres d'État détenus par les banques, ainsi que par le poids des entreprises publiques dans les bilans bancaires, tant à l'actif qu'au passif. En 2018, la dette de l'État détenue par le secteur bancaire a ainsi atteint 12 % du PIB non pétrolier, contre 6 % en 2014 ³, soit le quart de l'encours total, ce qui est important compte tenu des structures financières encore fragiles.

Malgré la hausse sensible de l'inclusion financière, les banques jouent un rôle limité dans l'économie tchadienne. La bancarisation est passée de 12 % en 2014 à 22 % en 2019 (contre 43 % en ASS, d'après la Banque mondiale). Cette hausse résulte avant tout du déploiement de services financiers mobiles de deux opérateurs de téléphonie mobile en 2012 (Airtel et Tigo), plutôt que d'un mouvement de bancarisation par les établissements de crédit (9 % de la population adulte).

CONJONCTURE ET PRÉVISIONS

Depuis mars 2020, la pandémie de Covid-19 a changé les perspectives macroéconomiques du Tchad. L'impact sanitaire de la pandémie de Covid-19 est certes resté limité (4 998 cas et 174 décès recensés à début septembre 2021 ⁴) grâce à la mise en place de mesures

² Source : FMI, juillet 2019 article IV sur le Tchad.

³ Source : FMI, juillet 2019 article IV sur le Tchad (p. 48).

⁴ Source : Organisation mondiale de la santé (OMS).

de confinement (fermeture des écoles et des universités, des lieux de culte, de certains commerces, etc.). Cependant, compte tenu de l'importance du choc externe, l'économie s'est contractée de 2,4 % en 2020 (contre un taux de croissance de 5,7 % prévu avant la pandémie). Précisément, l'effondrement du prix du pétrole – le prix du baril de pétrole tchadien est passé de 58 dollars en 2019 à 40 en 2020 – a sévèrement affecté le Tchad. La baisse de la demande en volume des exportations, la réduction des investissements directs étrangers (IDE), la fermeture des frontières constituent autant de facteurs contribuant à cette contraction économique. Le Tchad fut par ailleurs le premier pays, durant la pandémie, à demander au G20 une restructuration de sa dette. Cependant, l'économie devrait renouer avec la croissance en 2021 (+ 1,8 % prévu par la Banque des États de l'Afrique centrale, BEAC).

Le déficit de la balance des transactions courantes s'est creusé à 13,7 % du PIB en 2020 (contre 9,7 % en 2019), en raison d'un accroissement du déficit de la balance des biens, lié à la chute des exportations de pétrole. Une hausse des exportations de coton et des aides budgétaires ont toutefois été constatées.

Grâce à une volonté d'assainissement des finances publiques, surtout sous l'impulsion des programmes du FMI, la dette publique a diminué, passant de 50,3 % du PIB en 2017 à 44,3 % en 2020. Le pays a bénéficié de juin 2017 à juin 2020 d'un programme triennal du FMI au titre de la facilité élargie de crédit (FEC), d'un montant de 224 millions de droits de tirage spéciaux (DTS), soit environ 332 millions de dollars. Le programme a pris fin en juillet 2020. La Banque mondiale finance 19 opérations : 12 projets nationaux pour un engagement de 529 millions de dollars et 7 projets régionaux pour un total de 336 millions de dollars.

Sous réserve de la poursuite des efforts de consolidation budgétaire, la dette publique continuerait de diminuer pour atteindre moins de 45 % du PIB d'ici à 2022 selon les prévisions du FMI, malgré la pandémie de Covid-19. La restructuration de la dette contractée auprès du groupe pétrolier Glencore (1,1 milliard d'euros) reste un enjeu majeur pour la soutenabilité de la dette externe du pays, estimée à 25,9 % du PIB en 2020. Au total, la dette publique est attendue à 41,7 %

Activité économique et inflation au Tchad

(en %)

	2018	2019	2020	2021
Variation annuelle du PIB	1,9	2,6	- 2,4	1,8
Inflation (en moyenne annuelle)	4,0	- 1,0	4,5	2,9

Note : Prévisions pour 2021.

Source : BEAC.

du PIB pour 2021. L'annonce de l'ouverture des discussions entre le Tchad et Glencore a eu lieu en octobre 2021, le FMI ayant indiqué que le traitement de la dette du Tchad par ses créanciers privés était indispensable à son redressement économique.

La vulnérabilité du secteur bancaire augmente en 2020 en raison de la dégradation des fonds propres et de la hausse de l'encours de créances en souffrance.

Le bilan agrégé du système bancaire s'est accru de 5,2 % entre 2019 et 2020, ainsi que le risque de crédit, le taux brut des créances en souffrance atteignant 27,9 % en 2020. Les banques affichent de nouveau des pertes en 2020. Ainsi, le niveau des fonds propres a beaucoup chuté : alors qu'ils s'élevaient à 93 milliards de francs CFA en 2018, 27 milliards en 2019, ils atteignent seulement 11 milliards en 2020 : plusieurs banques tchadiennes ne détiennent pas suffisamment de fonds propres pour faire face à leurs exigences prudentielles. En 2020, les crédits à l'État se sont accrues au détriment des opérations monétaires et de trésorerie. Le secteur bancaire tchadien est relativement concentré, avec neuf banques commerciales, mais aussi presque deux cents établissements de microcrédit.

Pour atténuer les effets négatifs de la pandémie de Covid-19, les autorités ont annoncé des mesures économiques et sociales destinées à soutenir le secteur de la santé, les ménages et les entreprises privées⁵.

Ainsi, le gouvernement a fait adopter le 25 août 2020 une loi de finances rectificative, permettant d'accroître les dépenses liées à ces mesures de 143,6 milliards de francs CFA⁶. Ces fonds ont permis de supprimer, pour certaines catégories de la population, le paiement des factures d'électricité et d'eau, de distribuer de la nourriture et de régler les arriérés de paiement. De plus, dans le cadre de la facilité de crédit rapide, le FMI a effectué deux versements au Tchad (un premier début avril et un second en juillet 2020), pour un total de

⁵ Cf. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Policy-Responses-to-COVID-19#>

⁶ Cf. <https://finances.gouv.td/index.php/component/k2/item/604-adoption-de-la-loi-de-finances-rectificative-2020-par-l-assemblee-nationale-par-155-voix-pour-zero-contre-et-zero-abstention>

133,2 millions de DTS. La Banque mondiale a pour sa part débloqué un financement d'urgence de 16,9 millions de dollars. Enfin, grâce à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) dû aux créanciers bilatéraux publics mise en œuvre par le G20, le Tchad a pu épargner 65,4 millions de dollars sur la période de mai à décembre 2020

ENJEUX ET DÉFIS

Les principaux enjeux de développement du Tchad résident dans la réduction de sa dépendance économique vis-à-vis du secteur pétrolier et l'amélioration du réseau de transport. Le Tchad bénéficie d'un secteur agricole important, mais sous-exploité, de vastes espaces et de longues périodes ensoleillées propices à l'énergie photovoltaïque, ce qui pourrait, à terme, permettre au pays de réduire sa dépendance à l'égard du pétrole, dont la rente est mal partagée. Le Plan national de développement 2017-2021 définit les priorités de développement (agriculture, élevage, pêche, mines, inclusion financière) et les réformes à effectuer : i) le climat des affaires ; ii) la qualité du réseau de transport et iii) la gouvernance.

Le désenclavement du pays, par une amélioration des communications terrestres, apparaît essentiel pour favoriser les exportations du pays vers les autres pays de la CEMAC. Celui-ci est d'autant plus important dans le contexte de forte insécurité sahélienne. Le Programme des réformes économiques et financières (Pref-CEMAC), lancé en 2016, prévoit ainsi trois projets d'infrastructures impliquant le Tchad ⁷.

Le Tchad doit faire face à un double défi démographique : la forte croissance de sa population de l'ordre de 3 % par an, en raison d'un taux de fécondité élevé (estimation de 5,7 enfants par femme en 2019 ⁸) et la hausse du nombre de réfugiés, tout en luttant contre la pauvreté. Le Tchad accueille plus de 450 000 réfugiés originaires du Soudan, de la Centrafrique et du Nigéria, soit près de 4 % de sa population totale ⁹. En outre, le nombre de personnes pauvres s'est accru, passant de 4,7 millions en 2011 à 6,5 millions en 2019. En 2019, 38,4 % de la population vivait en dessous du seuil de

pauvreté (fixé à 1,90 dollar en parité de pouvoir d'achat par personne et par jour).

D'après les recherches de la Fondation pour les études et recherches sur le développement international (Ferd), le Tchad occupait en 2020 le cinquième rang des pays à faible revenu les plus vulnérables au changement climatique ¹⁰. Au cours des cinquante dernières années, 90 % du lac Tchad a ainsi disparu sous l'effet conjugué de sécheresses et de prélèvements d'eau pour l'irrigation. Depuis le milieu du XX^e siècle, le Tchad connaît des températures en hausse et des précipitations en baisse. Le pays est confronté à d'importants aléas climatiques (sept épisodes de grande sécheresse et dix-huit inondations entre 1980 et 2020 ¹¹) et à un mouvement de désertification lié à l'avancée du désert du Sahara d'un kilomètre par an en moyenne. La coopération internationale a un rôle important à jouer : la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), qui regroupe le Cameroun, le Niger, le Nigéria et le Tchad a reçu le soutien de la Banque africaine de développement (BAfD) à hauteur de 2,7 millions de dollars en 2020. Le projet vise à renforcer les capacités institutionnelles de la CBLT et à promouvoir l'autonomisation des jeunes et des femmes dans le bassin du lac Tchad ¹².

Le Tchad est en proie à des incertitudes politiques et au djihadisme. Le 20 avril 2021, lors d'affrontements entre l'armée tchadienne et des groupes rebelles, le président Idriss Déby a été tué. Un conseil militaire de transition a été mis en place. Il est dirigé par son fils, le général Mahamat Déby Itno, qui a promis une transition de dix-huit mois renouvelable une fois avant des élections libres et transparentes. La chambre actuelle est dominée par le parti présidentiel, le Mouvement patriotique du salut (MPS). Le pays est en outre confronté au djihadisme près du lac Tchad : une attaque de Boko Haram a ainsi tué près de 100 soldats tchadiens le 23 mars 2020. Le Tchad a en conséquence annoncé début octobre 2020 l'envoi d'un contingent supplémentaire de 1 000 hommes pour renforcer la force conjointe antidjihadiste du G5 Sahel créée en 2014. Il en a toutefois retiré 600 de la zone dite « des trois frontières » (zone frontalière du Mali, du Niger et du Burkina Faso) en août 2021 pour les rapatrier au Tchad.

⁷ Cf. <https://projetsintegrateurscemac.com/>

⁸ Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.DYN.TFRT.IN>

⁹ Source : Banque mondiale, octobre 2020 « Tchad – Vue d'ensemble ».

¹⁰ Cf. Ferdi (2020), « The Physical Vulnerability to Climate Change Index »

¹¹ Source : Base de données sur les catastrophes UCL.

¹² Source : BAfD, février 2020 « La BAfD réaffirme son soutien à la CBLT ».

PROJETS DE DÉVELOPPEMENT EN COURS

Même si les réserves de pétrole sont importantes, le Tchad souhaite accélérer son processus de diversification économique. Le projet d'appui au climat des affaires et à la diversification de l'économie tchadienne (Pacadet) de la BAfD, qui va dans ce sens, a été conclu en juin 2020. Il vise le développement du secteur privé grâce à une amélioration du climat des affaires, du financement des petites et moyennes entreprises (PME) et la promotion de l'entrepreneuriat féminin¹³. Les projets d'infrastructure dans le cadre du Pref-CEMAC doivent faciliter cette diversification économique.

Le développement de l'énergie solaire photovoltaïque peut être considéré comme une réponse appropriée au déficit en énergie électrique dont souffre le Tchad : le projet de centrale photovoltaïque (60 mégawatts) de la BAfD en est l'exemple récent. Moins de 8 % de la population avait accès à l'électricité en 2019, contre 4 % en zone rurale¹⁴. En plus de l'impact environnemental positif, la production d'énergie solaire présente l'avantage d'être, pour le Tchad, moins coûteuse et plus rentable que l'énergie hydroélectrique.

L'Agence française de développement (AFD) soutient pour sa part le développement rural au Tchad. L'agence désire favoriser l'élevage par l'accès à l'eau et renforcer les capacités agricoles du pays. C'est le cœur du projet du Bahr-Linia : 2 500 hectares de terres seraient irrigués grâce à l'aménagement d'un tronçon de 40 kilomètres du fleuve Chari.

La Banque Mondiale a pour sa part confirmé son soutien, lors de la table ronde organisée les 16 et 17 novembre 2020 à Paris, aux projets d'aménagement visant à l'interconnexion des réseaux électriques entre le Tchad et le Cameroun. Deux autres projets impliquant le Tchad ont par ailleurs été confirmés lors de cette table ronde : i) la création d'un corridor Brazzaville-Ouesso-Bangui-Ndjamena et ii) l'interconnexion du Cameroun avec les pays de la CEMAC par la fibre optique.

¹³ Source: BAfD, Pacadet, juin 2020, rapport d'achèvement de projet.

¹⁴ Cf. <https://trackingsdg7.esmap.org/country/chad>

ANNEXE

Tchad – Comptes nationaux

(en milliards de francs CFA (XAF) ; taux et variations en %)

	2017	2018	2019	2020
Ressources	7 061,3	8 510,5	8 626,6	8 450,0
PIB nominal	5 986,4	6 374,2	6 430,3	6 334,6
<i>dont secteur pétrolier</i>	512,1	726,3	764,9	500,9
Importations de biens et services	1 074,9	2 136,4	2 196,3	2 115,4
Biens	573,0	1 208,5	1 314,2	1 267,9
Services	501,9	927,9	882,1	847,6
Emplois	7 061,3	8 510,5	8 626,6	8 450,0
Consommation finale	3 940,4	5 210,5	5 127,4	5 536,2
Publique	833,4	704,2	697,0	768,2
Privée	3 107,0	4 506,3	4 430,4	4 768,0
Formation brute de capital fixe ^{a)}	1 541,9	1 696,0	1 789,1	1 704,0
Publique	210,0	222,0	285,0	394,0
Privée	1 321,9	1 464,0	1 494,1	1 300,0
<i>dont secteur pétrolier</i>	769,1	890,6	909,3	697,7
Variations de stocks	10,0	10,0	10,0	10,0
Exportations de biens et services	1 579,0	1 604,1	1 710,2	1 209,8
Biens	1 444,9	1 433,2	1 555,5	1 047,0
Services	134,1	170,9	154,6	162,8
Épargne intérieure brute	2 046,0	1 163,7	1 303,0	798,4
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	504,1	- 532,3	- 486,1	- 905,6
Revenus des facteurs	- 207,7	- 38,9	- 114,8	- 30,9
Épargne intérieure nette	1 838,3	1 124,8	1 188,1	767,5
Taux d'investissement (en % du PIB)	25,8	26,6	27,8	26,9
Variations				
Taux de croissance du PIB en volume	- 4,2	1,9	2,6	- 2,4
Déflateur du PIB	1,4	4,5	- 1,7	0,9
Prix à la consommation, en moyenne	- 1,1	4,0	- 1,0	4,5

a) Y compris variations de stocks.

Source : BEAC.

Tchad – Tableau des opérations financières

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Recettes et dons	826,0	910,5	885,0	1 195,8
Recettes budgétaires	620,0	737,5	806,0	915,8
Recettes pétrolières	200,0	335,0	326,0	401,1
<i>dont impôt sur les sociétés et redevance</i>	<i>194,0</i>	<i>324,9</i>	<i>315,0</i>	<i>389,1</i>
Recettes non pétrolières	420,0	402,5	480,0	514,7
<i>dont recettes non fiscales</i>	<i>47,0</i>	<i>31,0</i>	<i>19,0</i>	<i>28,8</i>
Dons extérieurs (dont annulations PPTE et IADM)	206,0	173,0	79,0	280,0
Dépenses totales et prêts nets	869,0	817,0	924,8	1 088,7
Dépenses courantes	659,0	595,0	639,8	694,7
Salaires	375,0	319,0	360,0	424,4
Intérêts	93,0	67,0	64,0	52,0
<i>Sur la dette intérieure</i>	<i>34,0</i>	<i>29,0</i>	<i>21,0</i>	<i>27,0</i>
<i>Sur la dette extérieure</i>	<i>59,0</i>	<i>38,0</i>	<i>43,0</i>	<i>25,0</i>
Autres dépenses courantes	191,0	209,0	215,8	218,3
Dépenses en capital	210,0	222,0	285,0	394,0
Dépenses budgétaires	36,0	84,0	153,0	140,0
Dépenses financées sur emprunts extérieurs	174,0	138,0	132,0	254,0
Dépenses de restructuration	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts nets	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde primaire (hors dons) ^{a)}	- 16,0	96,5	56,3	106,2
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 43,0	93,5	- 39,7	107,2
Arriérés	10,0	- 92,0	- 64,0	- 140,0
Arriérés intérieurs	- 7,0	- 89,0	- 64,0	- 140,0
Arriérés extérieurs	17,0	- 3,0	0,0	0,0
Solde base caisse ^{c)}	- 33,0	1,5	- 103,7	- 32,8
Financement	33,0	- 1,5	103,7	32,8
Financement intérieur	- 29,0	- 38,5	92,7	7,8
Bancaire	- 55,0	- 23,1	236,0	98,1
Non bancaire	26,0	- 15,4	- 143,3	- 90,2
Financement extérieur	62,0	37,0	11,0	25,0
Tirages sur emprunts	159,0	111,0	73,0	99,0
Amortissements sur emprunts dette extérieure	- 127,0	- 101,0	- 90,0	- 100,0
Réaménagement de la dette extérieure	30,0	27,0	28,0	26,0
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0
En pourcentage du PIB				
Recettes totales (hors dons)	9,3	10,4	11,6	12,5
Recettes pétrolières	2,8	3,3	5,3	5,1
Dépenses courantes	11,2	11,0	9,3	9,9
Solde base engagements (dons compris) ^{b)}	- 2,4	- 0,7	1,5	- 0,6
Dette publique	50,3	46,4	44,6	44,3

a) Solde primaire = recettes budgétaires – dépenses courantes (hors intérêts sur dette extérieure) – dépenses budgétaires en capital – dépenses de restructuration – prêts nets.

b) Solde base engagements = recettes totales (dons compris) – dépenses totales et prêts nets.

c) Solde base caisse = solde base engagements + arriérés.

Source : BEAC.

Tchad – Balance des paiements

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
a - Solde des transactions courantes (1 + 2 + 3)	667,5	- 422,2	- 574,8	- 815,1
1 - Biens et services	554,1	- 482,3	- 436,1	- 855,6
Balance des biens	921,9	274,7	291,3	- 170,9
Exportations de biens FOB	1 494,9	1 483,2	1 605,5	1 097,0
<i>dont : pétrole</i>	<i>1 050,2</i>	<i>1 505,2</i>	<i>1 605,3</i>	<i>1 047,0</i>
<i>élevage</i>	<i>93,8</i>	<i>95,8</i>	<i>133,9</i>	<i>136,4</i>
<i>gomme arabique</i>	<i>85,2</i>	<i>83,1</i>	<i>89,4</i>	<i>87,7</i>
<i>coton</i>	<i>83,7</i>	<i>31,5</i>	<i>8,5</i>	<i>56,5</i>
Importations de biens CAF	- 807,8	- 1 762,6	- 1 578,4	- 1 522,7
Importations de biens FOB	- 573,0	- 1 208,5	- 1 314,2	- 1 267,9
<i>dont : Secteur non pétrolier</i>	<i>- 199,8</i>	<i>- 822,7</i>	<i>- 843,6</i>	<i>- 844,4</i>
<i>Secteur pétrolier</i>	<i>- 211,3</i>	<i>- 222,6</i>	<i>- 308,9</i>	<i>- 287,0</i>
<i>Secteur public</i>	<i>- 90,2</i>	<i>- 87,2</i>	<i>- 81,2</i>	<i>- 51,9</i>
Balance des services	- 367,8	- 757,0	- 727,5	- 684,8
<i>dont fret et assurances</i>	<i>- 232,4</i>	<i>- 553,1</i>	<i>- 280,2</i>	<i>- 265,2</i>
2 - Revenus primaires	- 207,7	- 38,9	- 114,8	- 30,9
<i>dont intérêts sur la dette</i>	<i>- 59,0</i>	<i>- 38,0</i>	<i>- 43,0</i>	<i>- 25,0</i>
3 - Revenus secondaires	321,1	99,0	- 23,8	71,5
Administrations publiques	165,5	32,2	- 63,3	20,0
<i>dont aides budgétaires</i>	<i>51,5</i>	<i>60,0</i>	<i>3,5</i>	<i>62,5</i>
Autres secteurs	155,6	66,7	39,5	51,5
<i>dont transferts de fonds des migrants</i>	<i>- 18,1</i>	<i>- 2,5</i>	<i>- 2,4</i>	<i>- 2,4</i>
b - Compte de capital	6,0	162,1	50,3	108,3
c - Compte financier	- 576,3	228,0	402,6	605,5
Investissements directs	91,5	231,9	886,3	839,5
Investissements de portefeuille	62,9	152,0	0,0	0,0
Autres investissements	- 730,7	- 155,9	- 483,8	- 233,9
Financement exceptionnel (pour mémoire)	47,0	24,0	28,0	26,0
d - Erreurs et omissions nettes	- 99,0	131,6	142,2	10,7
e - Solde global (a + b - c + d)	- 1,8	99,5	20,3	- 90,5
Solde courant (en % du PIB)	10,3	- 7,4	- 9,7	- 13,7
Solde global (en % du PIB)	- 0,0	1,6	0,3	- 1,4

Source : BEAC.

Tchad – Crédits à l'économie ventilés selon leur maturité initiale

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2017	2018	2019	2020
Court terme	472	438	438	452
Moyen terme	128	163	179	217
Long terme	19	23	16	16
Total	619	625	633	685

Source : BEAC.

Tchad – Bilan simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

Actif	2018	2019	2020	Passif	2018	2019	2020
Valeurs immobilisées	131	169	223	Capitaux permanents	128	131	111
Opérations avec la clientèle	587	632	721	<i>dont fonds propres</i>	<i>93</i>	<i>27</i>	<i>11</i>
<i>dont créances nettes en souffrance</i>	<i>104</i>	<i>83</i>	<i>95</i>	Opérations avec la clientèle	662	834	1 006
Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	389	416	353	Opérations diverses	67	103	65
Autres postes de l'actif (sommes déductibles des capitaux permanents et opérations diverses)	25	41	24	Opérations de trésorerie et opérations interbancaires	275	189	140
Total	1 132	1 257	1 322		1 132	1 257	1 322

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Indicateurs d'activité du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Coefficient net d'exploitation (frais généraux + dotations aux amortissements) / PNB	72,7	73,7	74,6
Coefficient de rentabilité (résultat net / fonds propres)	1,5	- 2,8	- 2,4
Taux de marge nette (résultat net / produit net bancaire)	2,5	- 4,7	- 3,3
Taux brut de créances en souffrance (créances en souffrance brutes / total des créances brutes)	31,4	26,3	27,9
Taux net de créances en souffrance (créances en souffrance nettes / total des créances nettes)	17,7	13,2	13,1
Taux de provisionnement (provisions pour créances en souffrance / créances en souffrance brutes)	53,0	57,4	61,1

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Compte de résultat simplifié du système bancaire

(en milliards de francs CFA (XAF))

	2018	2019	2020
1. Produits bancaires	101	106	102
Produits sur opérations de trésorerie et interbancaires	9	9	5
Produits sur opérations avec la clientèle	46	47	54
Produits sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	0	0
Produits sur opérations diverses	40	42	33
Produits du portefeuille titres et des prêts à souscription obligatoire	7	8	9
2. Charges bancaires	26	29	23
Charges sur opérations de trésorerie et interbancaires	14	13	8
Charges sur opérations avec la clientèle	5	4	5
Charges sur opérations de crédit-bail et de location simple	0	3	0
Charges sur opérations diverses	6	9	9
Charges sur ressources permanentes	0	1	1
3. Produit net bancaire (1 - 2)	75	77	79
4. Produits accessoires nets	1	0	0
5. Produit global d'exploitation (3 + 4)	75	78	80
6. Frais généraux	47	48	50
7. Amortissements et provisions nets sur immobilisations	8	9	9
8. Résultat brut d'exploitation (5 - 6 - 7)	21	21	21
9. Provisions nettes sur risques	5	15	19
10. Rentrées sur créances abandonnées/pertes sur créances irrécouvrables	- 1	- 2	- 1
11. Résultat d'exploitation (8 - 9 + 10)	14	4	0
12. Résultat exceptionnel net	- 4	- 2	- 2
13. Résultat sur exercices antérieurs	- 6	0	3
14. Impôts sur les bénéfices	2	5	3
15. Résultat net (11 + 12 + 13 - 14)	2	- 4	- 3

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.

Tchad – Principaux indicateurs prudentiels du système bancaire

(en %)

	2018	2019	2020
Ratio de couverture des risques (solvabilité)	16,7	6,6	2,8
Rapport de liquidité	117,9	123,6	122,2

Source : Commission bancaire de l'Afrique centrale.